

## 2024 : UNE ANNEE D'ELECTIONS CRUCIALES POUR LES PAYS EMERGENTS

Les élections en 2024 dans les pays émergents, influencées par un contexte économique mondial incertain, représentent des enjeux élevés à l'échelle locale, régionale et mondiale, comme en témoignent les récents scrutins en Argentine et à Taïwan.

En 2024, plusieurs pays émergents organiseront des élections, présidentielles et / ou législatives (cf. tableau en [annexe](#)). Selon leur contexte, elles pourraient entraîner des conséquences économiques plus ou moins sévères et accentuer, dans certains cas, les risques politiques.

### Des élections aux enjeux internationaux importants

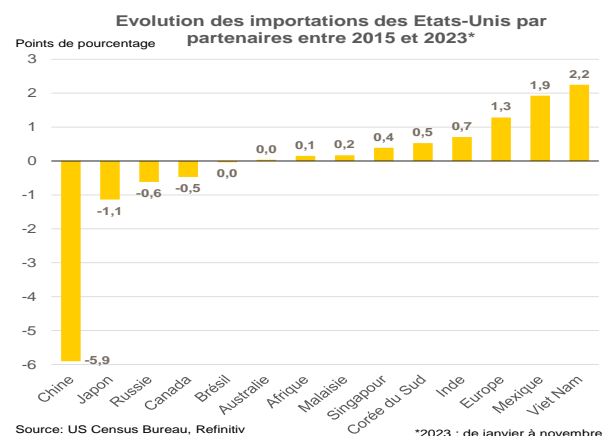
#### Les élections américaines en toile de fond

Les élections présidentielles aux **Etats-Unis**, qui se tiendront en novembre 2024, pourraient avoir des implications majeures pour un certain nombre de pays émergents, avec les réorientations possibles de la diplomatie américaine sur plusieurs dossiers clés, comme celui du conflit en **Ukraine**.

L'ancien Président D. Trump a ainsi déclaré qu'il mettrait fin au conflit « en une journée ». Un tel basculement serait probablement perçu comme plutôt favorable à V. Poutine, dont la réélection pour un 6<sup>e</sup> mandat à la tête de la **Russie** en mars 2024 fait peu de doute. Un résultat en faveur de J. Biden ou d'un candidat sur une ligne proche de ce dernier, pourrait au contraire accentuer la pression sur l'économie russe, dont la résilience pourrait être mise à l'épreuve par l'atténuation du soutien budgétaire post élection et par une modération des cours des hydrocarbures.

Au **Venezuela**, alors que le gouvernement américain a récemment annoncé une levée temporaire de sanctions (touchant le secteur du pétrole, du gaz et de l'or), le gouvernement de N. Maduro s'est engagé à tenir des élections libres. Des doutes subsistent néanmoins quant au respect de cet engagement<sup>1</sup>. Ces élections auraient lieu au 2<sup>nd</sup> semestre 2024 et le bon déroulement du scrutin conditionne notamment le dégel des avoirs vénézuéliens à l'étranger. La suspension des sanctions devrait permettre au Venezuela d'augmenter sa production pétrolière, dont une grande partie serait destinée aux raffineries américaines, permettant ainsi au gouvernement Biden de contenir les prix de l'essence avant les élections de fin 2024. Dans ce contexte, un éventuel retour de D. Trump ne serait pas de nature à remettre en question l'ouverture américaine à l'égard de ce pays. Néanmoins, le contexte électoral pourrait entraîner des incertitudes avec de potentielles conséquences sur les cours pétroliers.

Mais l'impact le plus attendu des élections américaines concerne la relation entre la **Chine** et les **Etats-Unis**<sup>2</sup>, qui s'est durcie et a entre autres conduit sur les dernières années à une réorientation assez importante des flux d'échanges commerciaux entre les deux pays (cf. graphique ci-dessous).



#### Stabilité politique à court terme à Taïwan, mais des tensions persistantes à moyen terme

A **Taïwan**, le résultat des urnes du 13 janvier plaide pour un *statu quo*. W. Lai, le candidat du DPP, parti pro indépendance à la tête du pays depuis huit ans, a été élu Président. Le KMT, parti d'opposition favorable à un rapprochement avec la Chine, a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement et ferait ainsi contrepoids à une éventuelle tentative de réformes en faveur de l'indépendance vis-à-vis de la Chine, issue inenvisageable pour cette dernière.

Le statut de Taïwan cristallise une partie des tensions entre la **Chine** et les **Etats-Unis**. Si des craintes d'une invasion chinoise de Taïwan ont refait surface depuis 2022<sup>3</sup>, un tel scénario semble peu probable à court terme, sans être pour autant écarté à plus long terme<sup>4</sup>. Son impact serait mondial mais d'une ampleur difficilement mesurable et qui dépendrait du degré d'implication militaire des différents belligérants.

<sup>1</sup> Le gouvernement semble avoir trouvé un moyen de contourner son engagement en demandant à la justice d'invalider des candidats de l'opposition, comme M. C. Machado, jugés trop populaires.

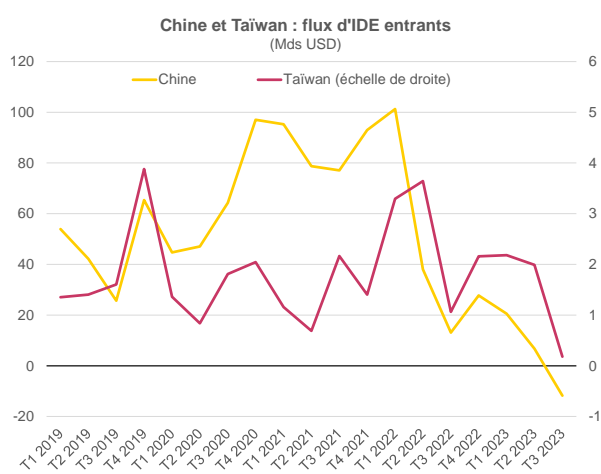
<sup>2</sup> Qui s'étaient détériorées pendant la guerre commerciale initiée par D. Trump, provoquant un repli des échanges bilatéraux en 2019 (exportations chinoises : -12 % ; -20 % pour les importations).

<sup>3</sup> À la suite des pressions chinoises en 2022 (bombardements du Détroit de Taïwan, violation de l'espace aérien), les Etats-Unis ont renforcé leur soutien en promulguant le [Taiwan Policy Act](#) : allocation de 6,5 Mds USD d'assistance militaire et sanctions prévues en cas d'escalade.

<sup>4</sup> [Une invasion post 2027 est parfois mentionnée, ce que semble réfuter le directeur du conseil de sécurité taïwanais.](#)



Une intensification des interventions militaires chinoises dans les eaux taïwanaises perturberait à terme le trafic maritime dans le Détroit de Taïwan, où passent près de 50 % des navires porte-conteneurs, selon [Bloomberg](#). Une invasion chinoise s'accompagnerait de sanctions des Etats-Unis et de ses alliés (limitation des exportations de composants électroniques par exemple), auxquelles la Chine pourrait répliquer (interdiction d'exportation de métaux critiques par exemple), ce qui affecterait particulièrement les chaînes d'approvisionnement, notamment les semi-conducteurs, pour lesquels Taïwan joue un rôle pivot<sup>5</sup>. Une détérioration du risque sécuritaire pourrait également mener à une baisse des investissements étrangers à Taïwan et en Chine, voire à des cessions d'actifs préjudiciables à la stabilité financière de ces pays. Une situation qui semble déjà peser sur les flux d'IDE entrants à Taïwan et expliquer en partie<sup>6</sup> la tendance baissière observée en Chine (cf. graphique ci-dessous).



Sources : SAFE (l'écart avec les chiffres du MOFCOM peuvent s'expliquer par des méthodologies différentes), Banque centrale de Taïwan (T1 et T2 2023 correspondent à des estimations, T3 à une prévision)

## En Inde, les élections prévues au printemps n'impliqueraient pas de rupture et le pays devrait continuer à tirer profit du contexte géopolitique incertain

Le premier Ministre indien N. Modi et son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP) sont en effet bien positionnés pour remporter un 3<sup>e</sup> mandat de 5 ans, favorisé notamment par la fragmentation des partis de l'opposition et une cote de popularité toujours élevée. Dans ce contexte, le gouvernement devrait poursuivre ses réformes structurelles et politiques industrielles visant à renforcer l'attractivité du pays et à favoriser le tissu industriel local, avec l'objectif de se positionner en tant qu'alternative à l'industrie chinoise ([Cf. flash éco : L'Inde peut-elle détrôner la Chine ?](#)). L'ouverture progressive du pays à l'investissement étranger via notamment l'assouplissement des règles en matière d'IDE devrait se poursuivre<sup>7</sup> malgré une tendance protectionniste encore dominante en Inde.

## Certaines élections se dérouleront dans un climat économique et social difficile

### Des perspectives de croissance à court voire long terme très dépendantes des résultats de scrutins ?

La situation économique de l'**Afrique du Sud** pâtit depuis plusieurs années de difficultés structurelles (défaillances dans la production d'électricité, chômage), mais aussi d'un environnement international peu porteur. La croissance du PIB devrait être inférieure à +2 % en 2024, un niveau insuffisant pour un pays où la pauvreté touche 20 % de la population et dont le déficit budgétaire ne cesse de se creuser. La déception de la population est grande face aux réalisations du parti historique, l'ANC, auquel est également reproché le manque de progrès en matière de lutte contre la corruption. La victoire du parti de N. Mandela en mai prochain reste néanmoins le scénario le plus probable. Mais la possible perte de sa majorité à l'Assemblée impliquerait la formation d'une coalition, qui pourrait ralentir encore la mise en œuvre de réformes pourtant cruciales pour l'avenir économique du pays et aggraver les frustrations de la population.

Dans le cas de la **Tunisie**, la reconduite attendue du Président K. Saïed lors des élections d'automne interviendrait aussi dans un contexte socio-économique très dégradé<sup>8</sup>. Le pays a un besoin vital d'un accord financier avec les bailleurs de fonds internationaux, qui fait l'objet d'âpres négociations autour des réformes à mettre en place. Leur succès est plus que jamais incertain dans cette année électorale. En attendant, les maux de l'économie persistent (poids de la dette, inflation, pauvreté...).

Au **Liban**, la crise politique ralentit le processus de désignation d'un Président et la formation d'un nouveau gouvernement, qui conditionnent en partie le décaissement de l'aide internationale, vitale pour sortir le pays d'une crise économique profonde depuis 2019.

## Les implications budgétaires seront importantes pour plusieurs élections

Au **Ghana**, qui a fait défaut fin 2022 et dont la dette est en cours de restructuration, la situation des finances publiques s'améliore mais reste dégradée<sup>9</sup>. La maîtrise des dépenses est indispensable pour obtenir l'aide financière du FMI et redonner confiance aux investisseurs. Le mécontentement de la population, dont le niveau de vie s'érode, devrait profiter au principal parti d'opposition (NDC). Son candidat, l'ex-Président J. Mahama, devrait rester ferme sur l'objectif de restauration de la stabilité économique et financière du pays. Une majorité plus confortable à l'Assemblée pourrait par ailleurs favoriser la mise en œuvre des réformes indispensables pour sortir le Ghana de l'ornière du surendettement.

<sup>5</sup> Plus du 1/3 de la production mondiale de puces électroniques et 92 % des puces logiques les plus sophistiquées selon [Rhodium](#).

<sup>6</sup> Différentiel de taux d'intérêt désavantageux, *nearshoring*, *de-risking* étant donné les évolutions réglementaires ou pour parer des potentielles sanctions, etc.

<sup>7</sup> Depuis 2019, le gouvernement Modi a apporté des assouplissements dans plusieurs secteurs clés, dont les banques, les

assurances, la pharmacie, les télécommunications, l'avion civile, entre autres, auxquels les étrangers peuvent désormais détenir 50% ou plus des entreprises nationales.

<sup>8</sup> Taux de chômage de 15,6 % au T2 2023, inflation de +8,3 % au T4, taux de pauvreté national à 16,6 % en 2021 (Banque Mondiale).

<sup>9</sup> Déficit public de -4,5 % du PIB en 2023 après -11 % en 2022.



À l'inverse, le résultat des élections en **Roumanie** pourrait avoir des conséquences sur les efforts de consolidation budgétaire. Le pays est dirigé par une coalition de deux partis (PNL et PSD) dont les représentants se succèdent au poste de Premier Ministre tous les dix-huit mois. Le PSD, majoritaire à l'Assemblée et dont le représentant dirige actuellement le gouvernement, est traditionnellement plus favorable au soutien budgétaire. Il pourrait augmenter les dépenses à l'approche des élections de fin 2024 et ralentir la consolidation des finances publiques pourtant nécessaire au pays pour continuer à bénéficier des Fonds européens.

Au **Pakistan**, les affrontements se multiplient depuis 2022 post renversement et emprisonnement de l'ancien premier ministre I. Khan, ce qui a mené à la mise en place d'un gouvernement intérimaire en août 2023. Le pays n'est donc pas à l'abri d'une recrudescence des violences à l'approche des élections. La coalition au pouvoir, dirigée par la Ligue Musulmane (NAWAZ), bénéficie du soutien de l'armée et pourrait dans un tel contexte rester au pouvoir. Indépendamment du résultat des élections, face à la crise de la balance de paiements que traverse le pays, le soutien financier du FMI restera crucial pour éviter un défaut sur la dette externe souveraine du pays. La poursuite des mesures d'austérité (hausse successive du prix de l'électricité et du carburant, charges fiscales plus élevées...) est cependant source des tensions sociales importantes et aussi un risque pour la stabilité politique du pays.

#### **L'attractivité des émergents pourrait être affaiblie par les résultats des scrutins**

Certaines élections, dont l'issue est difficilement prévisible, couplées parfois à un environnement social sous tension, peuvent présenter une menace pour le climat des affaires. Une forte incertitude peut en effet contribuer à une forme d'attentisme de la part d'investisseurs nationaux et étrangers. Les élections suscitent également un vif intérêt lorsque les programmes des candidats semblent conformes à une évolution règlementaire pro business.

Au **Sénégal**, malgré le rebond de la croissance attendu en 2024<sup>10</sup>, grâce notamment au lancement des projets d'hydrocarbures, les investisseurs devraient rester prudents compte tenu du contexte politique et social très tendu. Début février, le Président M. Sall a annoncé le report des élections prévues le 25 février, provoquant de vives réactions à travers le pays. Cette décision, justifiée par le Président notamment par des soupçons de fraude au sein de la Commission Electorale, divise la classe politique, y compris dans le camp présidentiel et accentue le mécontentement de la population, faisant craindre de nouveaux mouvements de violence comme ceux qui ont secoué le pays en juin 2023. Cette nouvelle crise politique fait peser des risques supplémentaires sur l'évolution

économique du Sénégal en raison de ses potentiels effets négatifs sur la perception du pays par les investisseurs et son attractivité.

En **Géorgie**, ce sont moins les aspects économiques que la polarisation du paysage politique qui pourrait peser sur le climat social lors des élections d'octobre. La population, majoritairement pro-européenne, reproche au gouvernement ses positions trop conciliantes à l'égard de la Russie. Le pays a traversé une période de fortes tensions politiques avec la tentative de destitution (sans succès) de la Présidente S. Zourabichvili favorable à un rapprochement avec l'Europe. Le scrutin de l'automne 2024 pourrait maintenir au pouvoir le GD-DG, qui domine le paysage politique depuis une décennie, face à une opposition affaiblie. La persistance d'une instabilité politique et sociale pourrait toutefois peser sur l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers.

En **Indonésie**, l'issue des élections présidentielles de février 2024 est incertaine et la tenue d'un second tour en juillet semble très probable. Pour autant, une forme de continuité serait assurée concernant la lutte contre la corruption et la promotion des IDE (dans les activités de transformation des matières premières et de production de véhicules électriques).

Au **Mexique** en revanche, la candidate C. Sheinbaum du parti au pouvoir sortant (MORENA) est donnée favorite pour remporter les élections. Une politique plus active de promotion de l'environnement des affaires, de soutien aux initiatives de *nearshoring* est à prévoir.

**D'autres élections pourraient se tenir en 2024 sans date précise ni certitude sur leur organisation.** Les élections prévues au printemps 2024 en Ukraine devraient être reportées en raison de Loi martiale en vigueur dans le pays depuis l'invasion du pays par la Russie en février 2022. Des scrutins pourraient être organisés au Mali, au Burkina Faso, en Irak et au Tchad, sans date précise à ce stade ni certitude sur leur tenue.

**En conclusion, les élections de 2024 seront dans bien des cas des évènements qui devront faire l'objet d'une attention particulière dans le contexte macroéconomique volatile et incertain qui caractérisera cette année pour le monde émergent.**

Anne Sophie Fèvre : [as.fevre@bpifrance.fr](mailto:as.fevre@bpifrance.fr)

Victor Lequillier : [victor.lequillier@bpifrance.fr](mailto:victor.lequillier@bpifrance.fr)

Adriana Meyer : [adriana.meyer@bpifrance.fr](mailto:adriana.meyer@bpifrance.fr)

Vous trouverez plus de détails sur les pays mentionnés dans ce Flash dans les fiches pays situées à ce lien : [Analyses Risques Pays | Bpifrance](#).



## Annexe

Tableau récapitulatif des principales élections dans le monde émergent en 2024		Date	Incertitude sur l'issue des élections	Enjeux économiques			Enjeux politiques			
				Croissance de l'activité	Finances publiques	Climat des affaires	Incidence - élections aux Etats-Unis	Politique intérieure	Relations interna.	Sécuritaire
Afrique Subsaharienne	Sénégal	25-févr	Forte			●		●		
	Afrique du Sud	Mai	Moyenne	●	●	●		●		
	Rwanda	août	Faible	●	●	●				
	Ghana	07-déc	Moyenne	●	●					
	Botswana	Octobre	Moyenne	●				●		
	Mozambique	Octobre	Moyenne	●	●	●				●
	Maurice	Novembre	Moyenne	●				●		
Amérique Centrale et du Sud	Namibie	Novembre	Faible	●				●		
	Salvador	04-févr	Faible		●	●	●	●	●	
	Mexique	02-juin	Faible		●	●	●			
	Uruguay	27-oct	Faible	●	●					
Asie	Venezuela	S2 2024	Forte	●	●	●	●		●	●
	Bangladesh	07-janv	Faible	●	●					
	Taiwan	13-janv	Faible			●	●	●	●	
	Indonésie	14-févr	Moyenne		●	●		●		
	Inde	Mai	Faible	●	●	●				
Europe Orientale et CEI	Pakistan	08-févr	Moyenne	●	●			●		
	Azerbaïdjan	07-févr	Faible			●			●	
	Belarus	Février	Faible	●		●			●	
	Russie	17-mars	Faible				●		●	
	Ukraine	Printemps ?	Moyenne	●	●		●		●	
	Georgie	26-oct	Moyenne			●		●	●	
Proche Orient et Afrique du Nord	Roumanie	Novembre	Moyenne		●			●	●	
	Iran	01-mars	Moyenne	●			●	●	●	
	Algérie	Décembre	Faible	●	●	●				
	Tunisie	Automne ?	Faible	●	●			●	●	
	Irak	?	Moyenne	●			●	●	●	●
Liban	?	Forte	●	●			●		●	

Légende : ● Enjeux significatifs    ● Enjeux modérés à élevés    ● Enjeux faibles à modérés

## Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.